

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2012

Préalablement au vote du Budget Primitif 2012, le Conseil Municipal est invité à tenir son Débat d'Orientations Budgétaires (DOB).

Ce débat doit intervenir dans un délai de deux mois précédant le vote du budget et constitue une formalité substantielle destinée à éclairer le vote des élus.

Bien que la tenue d'un tel débat soit obligatoire (Art. L.2312-1 du C.G.C.T.), ce dernier n'est pas sanctionné par un vote.

Il s'agit pour les conseillers municipaux d'examiner l'évolution des dépenses et des recettes, en fonctionnement et en investissement, de discuter des grandes orientations budgétaires et fiscales qui prévaudront dans l'élaboration du Budget communal pour l'exercice 2012. Il permet également au Conseil Municipal d'être informé du contexte dans lequel s'inscrit le budget et de l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le présent document, introduction au Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), présentera successivement

I - Une analyse rétrospective de son budget principal

II – Les orientations pour 2012.



I - ANALYSE RETROSPECTIVE (Budget principal)

I - A - La section de fonctionnement :

du niveau d'épargne. réelles augmentent de 1,6 %. Dans la continuité des efforts entrepris depuis 2009, l'exercice 2011 se traduit par une amélioration Au sein de la section de fonctionnement, les recettes réelles augmentent de 4,3 % entre 2010 et 2011 tandis que les dépenses

	Recettes réelles de fonctionnement	Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie)	
	13 227 214	10 747 850	2006
	13 394 775	10 934 100	2007
	13 455 068	11 853 184	2008
	14 486 006	12 283 550	2009
1 0 0 0 0	14 678 808	12 091 323	2010
10000	15 306 2/3	12 283 100	2011

→ Dépenses de fonctionnement :

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 2011/2010
Dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie)	10 747 850	10 934 100	11 853 184	12 283 550	12 091 323	12 283 100	1,6%
Charges de personnel	5 878 997	6 476 683	6 651 812	6 916 065	6 945 255	6 969 826	0,4%
Charges à caractère général	2 683 348	2 702 815	2 822 468	3 045 430	2 995 832	3 132 938	4,6%
Autres charges de gestion courante	1 595 375	1 249 716	1 792 917	1 634 173	1 563 602	1 682 643	7,6%
dont subvention au CCAS	298 000	110 000	496 000	340 000	430 000	510 000	18,6%
dont subvention Office du Tourisme	83 100	100 400	168 000	135 000		W.	0,0%
dont subventions aux associations	657 166	605 424	674 199	681 130	652 054	663 848	1,8%
Charges financières	560 595	457 642	530 423	517 921	532 505	478 557	-10,1%
Autres dépenses	29 535	47 244	55 563	169 962	54 130	19 137	-64,6%

		2008			2009		2010	2011
	Moissac	Moyenne	Moyenne	Moissac	Moyenne	Moyenne	Moissac	Moissac
Dépenses réelles de fonctionnement hors					WILL STREET	rrance	S. B. S.	
travaux en régie/ population	930 €	1 026 €	1 083 €	958 €	1 027 €	1 081 €	943 €	963 €
rials de personnel / depenses reelles de fonct.	56,1%	26,0%	55.8%	56 1%	57 6%	56 A04	E7 40/	
				27.100	0, 0,	0,1,00	07,470	%/'00
Interet de la dette / depenses réelles de fonct.	4,5%	3,4%	3.7%	4.2%	3 1%	3 30/	/07 7	200
					0, -, 0		4.4%	% C C

Moyenne MP = Moyenne des communes Midi Pyrénées dans la strate de 10 000 à 20 000 habitants - Moyenne France = Moyenne des communes de la strate de 10 000 à 20 000 habitants

Les charges de personnel représentent 56,7 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement et sont conformes à la moyenne des communes de la strate (56,4 % en 2009). Pour la deuxième année consécutive, l'évolution de ce poste est maitrisée avec un accroissement limité à 0,4 %.

Quant aux charges à caractère général, elles sont en hausse de 4,6 %. Cette évolution s'explique entre autre par la manifestation « Fête des fruits » qui génère un surcout de 64 000 € par rapport à la fête du Chasselas. Par ailleurs, en 2011, les postes liés aux fluides ont subis des hausses conséquentes (+ 19 % sur les carburants, + 16 % sur le gaz-électricité). Le poste « Autres charges de gestion courante » augmente de 7,6 % notamment suite à l'évolution de la subvention du CCAS (+ 80 000 € en 2011 par rapport à 2010 suite à des recettes exceptionnelles URSSAF en CNRACL perçues en 2010) ainsi qu'au reversement à la CAF de l'indemnité sécheresse sur le bâtiment du centre social (28 660 €).

Les charges financières sont en baisse de 10 % et représentent 3,9 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement. Cette diminution est à atténuer car elle s'explique par les écritures liées aux intérêts courus non échus.

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution
Intérêts réglés à l'échéance	393 149	362 583	482 252	515 060	475 110	517 170	2011/2010
Intérêts courus non échus	167 446	95 060	41 674	846	55 720	70000	0,970
Intérêts ligne de trésorerie	ij	,	807 9	2,00	027.00	30 024	-169,7%
			00000	6102	10/4	201	-88,0%
Total charges financieres	560 295	457 642	530 423	517 921	532 505	478 557	-40 10/
					0001	000	0/1.01.

de marges de manœuvre et pèsent à 61 % sur les dépenses réelles de fonctionnement. Les charges de personnel et les intérêts de la dette constituent des charges incompressibles sur lesquelles la commune a très peu

Les recettes de fonctionnement :

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution 2011/2010
Recettes réelles de fonctionnement	13 227 214	13 394 775	13 455 068	14 486 006	14 678 808	15 306 243	4,3%
Impôts et taxes	6 800 019	6 977 627	7 121 983	7 533 926	8 049 430	8 763 222	8,9%
dont contributions directes	6 108 388	6 312 823	6 508 247	7 020 409	7 441 500	7 618 985	2,4%
dont Fonds National de Garantie Indivuelle R	3		į.	-	97	468 103	9 4
Dotations et subventions	4 690 539	5 083 875	5 095 956	5 314 258	5 320 777	5 212 990	-2,0%
dont Dotation Globale Fonctionnement	3 474 709	3 536 952	3 566 674	3 575 541	3 632 533	3 636 155	0,1%
dont Fonds Dép. Péréquation TP	296 193	653 835	685 279	704 048	671 653	9	-100,0%
dont Dotation de Compensation Réforme TP	÷		(#)	29)	269 752	К
Produits des services et du domaine	551 978	560 354	619 098	727 515	531 276	614 792	15,7%
Autres recettes	1 184 678	772 919	618 030	910 307	777 325	715 239	-8,0%
dont produits de cessions	363 067	77 600	56 956	254 513	190 680	277 748	45,7%

moyenne régionale se situait à 1 181 € par habitant et 1 263 € pour la moyenne nationale (Moissac 2009 = 1 130 € / hab). Les recettes réelles de fonctionnement atteignent 15,3 millions d'euros en 2011 et représentent 1 200 € par habitant. En 2009, la

		2008	基础等		2009		2010	2011
	Moissac	Moyenne MP	Moyenne France	Moissac	Moyenne MP	Moyenne France	Moissac	Moissac
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 056 €	1 168 €	1 258 €	1 130 €	1 181 €	1 263 €	1 145 €	1 200 €
Impôts et taxes / recettes réelles fonct.	52,9%	59,7%	59,9%	52,0%	59,6%	60,6%	54,8%	57,3%
Impôts et taxes / population	559 €	698 €	754€	588 €	704 €	766 €	628 €	687 €

La fiscalité est le principal poste de ressources sur la section de fonctionnement, soit 57,3 % des recettes réelles. Les contributions directes, produit de 7 618 985 € se décomposent de la manière suivante :

Taxe habitation	2 392 130 € 7		
Taxe foncière sur les propriétés bâties	3 249 278 €		
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	508 919 €	Impôts "ménages"	19%
Rôles supplémentaires et complémentaires	23 065 €		
Taxe additionnelle au foncier sur les propriétés non bâties	14 179 €		
Cotisation Foncière des Entreprises	893 682 €		annar.
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises	386 529 €	mpôts "économique"	9
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	107 873 €		
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)	43 329 €		
Total contributions directes	7 618 985 €		

La réforme de la fiscalité locale se traduit par une redistribution du panier de ressources fiscales entre collectivités. Les communes continuent de percevoir la fiscalité des taxes « ménages » : la Taxe d'Habitation (avec intégration en 2011 du taux départemental), la Taxe sur le Foncier Bâti (avec intégration du taux régional) et la Taxe sur le Foncier Non Bâti.

		2010	laux de référence 2010	2011	Variation 2011/2010	Ratio 2011 Moissac par habitant	Moyenne 2011 des communes de la strate
	Bases	12 381 562		12 930 429	4.4%	1 014 €	
표	Taux	9,82%	18,24%	18,50%	1,4%		
	Produit	1 215 794		2 392 130	%8'96	188 €	
	Bases	10 656 746		10 929 291	2.6%	857 €	
TFB	Taux	29,32%	29,32%	29,73%	1.4%		
	Produit	3 124 562		3 249 278	4.0%	255 €	
	Bases	275 737		281 233	2.0%	3007	
TFNB	Taux	170.19%	178 44%	180 ge%	1 40/	777	
	Produit	AED GAD		0,00,00	1,4/0		64,35%
1	Noon -	840.004		508 919	12,9%	40 €	5€
Fiscal	Fiscalite "ménages"	4 791 005		6 150 328	28,4%	482 €	590 €
Dro duit	040			→			
rioduit. de référe	rioduit 20 lu avec taux de référence 2010 :	5 874 980	1	275 348 €			

l'evolution des taux (+ 1,4 %). Sur les 275 348 € de produits supplémentaires de fiscalité « ménages », 2/3 proviennent de l'évolution des bases et 1/3 de

dessous pour la taxe d'habitation. Malgré le niveau de pression fiscale, on reste en dessous des recettes moyennes obtenues dans les autres communes Il est bon de rappeler que la pression fiscale de la Commune se situe au dessus de la moyenne pour les taxes foncières et en

sablières, terrains à bâtir, sols des propriétés bâties et des bâtiments ruraux, chemins de fer... Cette taxe sur le territoire communal A ces trois taxes, s'ajoute la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties qui concerne entre autre les carrières, rapporte 14 199 €.

L'année 2011 est marquée par la perception de nouveaux impôts économiques :

- Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), la Contribution Economique Territoriale (CET) composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une
- les Impositions Forfaitaires des Entreprises de Réseaux (IFER),
- la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM).

« ménages ». Avec un taux de 34,30 %, le produit 2011 est de 893 682 € La CFE correspond à l'ancienne part foncière de la taxe professionnelle. La commune détermine le taux tout comme les trois taxes

Toutefois, des dégrèvements sont accordés en tenant compte du chiffre d'affaires. accordés. Il s'agit d'un impôt qui fluctue selon l'activité de l'entreprise et son montant est égal à 1,5 de la valeur ajoutée produite. CVAE a rapporté 386 529 € à la commune pour 235 721 € de CVAE payée par les entreprises : soit 39 % de dégrèvements

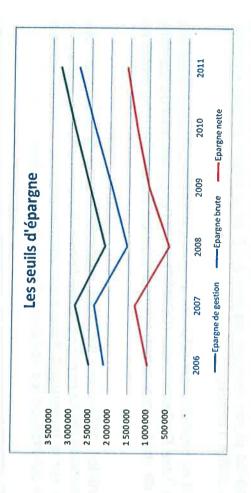
en place avec la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) et un Fonds National de Garantie Péréquation de la Taxe Professionnelle. Individuelle des Ressources (FNGIR). Rentre dans le panier de ressources avant réforme l'ancien Fonds Départemental de Afin de garantir un niveau de ressources après réforme équivalent au produit avant réforme, un principe de compensation a été mis

encaissée au chapitre « Produits des services et du domaine » ce qui explique les variations de ces deux chapitres « Atténuation de charges » intégré à la ligne « Autres recettes » sur le tableau p.5. Mais sur le dernier exercice, cette recette est années précédentes, le personnel mis à disposition à la Communauté de Communes faisait l'objet d'une recette sur le chapitre En 2011, la nomenclature comptable M14 a modifié certains articles, notamment ceux liés à la refacturation de personnel. Les

Le niveau d'épargne :

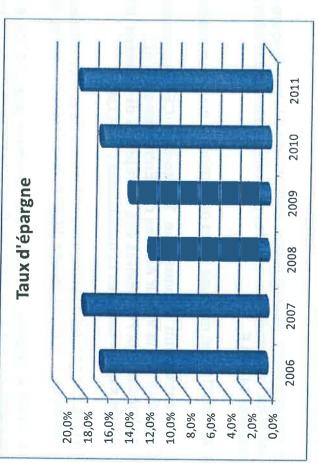
L'épargne brute correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie). L'effort engagé à partir de 2009 a permis de restaurer un niveau d'épargne satisfaisant.

L'épargne brute comparée au volume de nos recettes réelles de fonctionnement donne le taux d'épargne : il s'agit de la part des recettes réelles de fonctionnement affectée à la couverture des dépenses d'investissement.



En 2011, ce taux d'épargne s'améliore et atteint 18,4 % pour une moyenne nationale de 14,4 % en 2009.

Quant à l'épargne nette, elle est calculée en déduisant le capital de la dette et sert à financer partiellement les dépenses d'équipement.



I - B - Bilan de la politique d'équipement :

⇒ Les dépenses d'investissement :

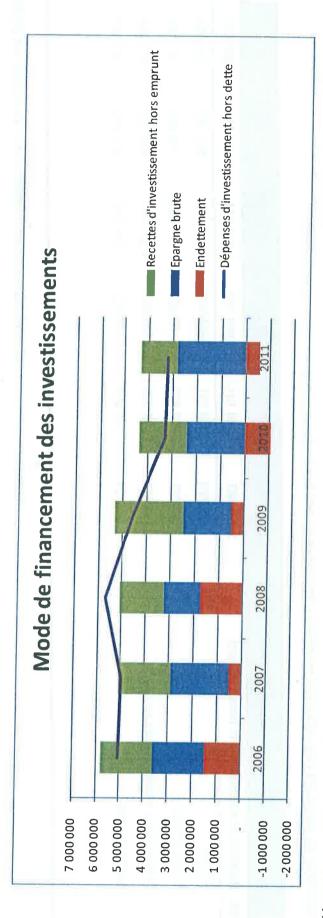
Le niveau d'investissements réalisé varie chaque année en fonction de l'avancement des travaux. De 2005 à 2008, période de pics, le volume moyen annuel des investissements réalisés est de 4,6 millions d'euros.

100						
160 71	133 777	1 293 742	34 255	10 140	7 798	Autres dépenses
950 000	232 700	589 236	558 097	ï		dont Liaison Quercy Gascogne
1 155 159	444 504	853 420	812 262	163 257	193 973	Subventions d'investissement versées
1 886 144	2 736 280	2 447 390	4 851 980	4 786 019	4 855 298	Equipement brut y compris travaux en régie
3 202 014	3 314 560	4 594 552	5 698 497	4 959 416	5 057 070	Dépenses d'investissement hors dette
2011	2010	2009	2008	2007	2006	

Les recettes d'investissement :

L'épargne se suffisant pas, d'autres recettes d'investissement sont nécessaires :

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes d'investissement hors emprunt	2 175 487	2 198 101	1 803 702	2 834 811	1 987 351	1 497 430
FCTVA	393 223	593 181	651 907	683 542	682 186	500 829
Autres dotations	62 841	69 868	76 458	77 539	54 284	91 753
Subventions d'investissement reçues	1 256 927	1 365 488	944 088	1 227 847	408 552	561 694
Autres recettes	99 429	91 964	74 292	591 370	651 649	65 407



L'écart constaté entre les dépenses et les recettes joue sur la variation de l'excédent de clôture et le fonds de roulement.

⇒ L'endettement :

Après plusieurs années d'endettement, les années 2010 et 2011 marquent une phase de désendettement comme le montre la graphique ci-dessus : le remboursement de la dette est plus emportant que l'emprunt souscrit.

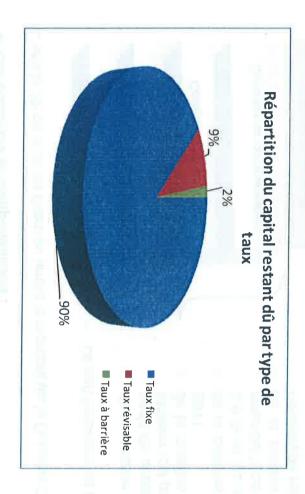
Au 31 décembre 2011, la dette de la Ville s'élève à 11 774 572 €.

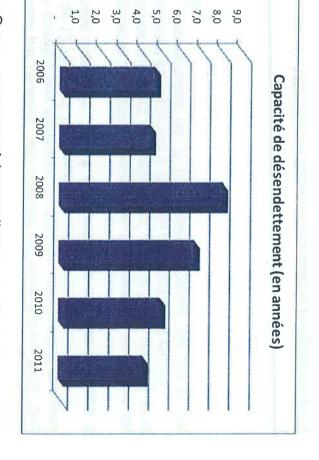
L'encours de la dette par habitant est 923 € (moyenne nationale 2010 de la strate = 934 € - Moyenne Midi-Pyrénées de la strate = 847 €).

2011	11 774 572
2010	12 090 546
2009	13 130 135
2008	12 549 524
2007	10 742 930
2006	10 013 493
(en €)	Encours de la dette

Quant à la capacité de désendettement (encours de la dette / épargne brute), elle atteint 4,2 ans en 2011.

La moyenne nationale de la strate est de 5,1 ans en 2009 tandis la moyenne régionale est de 5,5 ans.





La Commune ne possède pas d'emprunts dits à risque. 90 % de son capital restant dû de dette est composé d'emprunts à taux fixes.

Suite à une gestion prudente, depuis 2009, le niveau d'évolution des recettes de fonctionnement reste supérieur à celui des dépenses de fonctionnement conduisant à une amélioration de son épargne.

phase de désendettement sur 2010 et 2011 tout en améliorant la solvabilité de son budget principal. Par ailleurs, grâce à un ralentissement des dépenses d'équipement, le recours à l'emprunt a pu être limité aboutissant à une

et venant en déduction du fonds de roulement du budget principal. Toutefois, il doit être tenu compte des déficits des budgets annexes (Belle IIe, Lotissements et Zone du Luc) s'élevant à 1 480 K€

II - LES ORIENTATIONS POUR 2012

II - A - Les principales dispositions de la loi de finances 2012

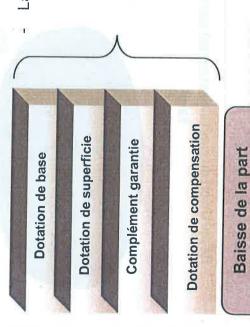
La loi de finances pour 2012 s'inscrit dans la continuité de celles de 2011 en reconduisant le gel des dotations et en prônant la maîtrise des dépenses publiques.

⇒ La fiscalité :

La revalorisation des valeurs locatives pour 2012 est fixée à + 1,8 %, soit un taux légèrement supérieur à l'inflation prévisionnelle pour 2012 (+1,70 %).

Les dotations et compensations :

L'article 29 de la loi de finances arrête le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement égal à celui de 2011.



- La part forfaitaire de la DGF des communes est composée :
- de la dotation de base par habitant : son montant est reconduit en 2012. Une perte de population entraîne une diminution de dotation, ce qui est le cas pour Moissac qui passe de 12 755 à 12 728 habitants. 0
- de la dotation de base superficie : 3,22 € par hectare et montant identique à 0
- de la dotation de garantie : en 2012, l'enveloppe nationale est en baisse de 2,6 % et les communes subissent un écrêtement dans la limite de 6 % si le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 90 % du potentiel fiscal moyen. 0
- % de la dotation de compensation de la part salaire: baisse de 0,9 l'enveloppe nationale. 0

forfaitaire de 12 039 € en 2012 pour Moissac

- Les dotations de péréquation :
- la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale : le montant mis en répartition en 2012 augmente de 4,6 % Moissac en 2011). par rapport à 2011. L'indice synthétique est conservé en 2012 avec un classement des communes (rang 237 pour
- la Dotation de Solidarité Rurale,
- o la Dotation Nationale de Péréquation, reconduction de l'enveloppe 2011.

Comme en 2010 et 2011, les compensations fiscales constituent la variable d'ajustement et l'enveloppe nationale est en baisse de

compensations fiscales servant de variables d'ajustement Pour la troisième année consécutive, le constat est le même : on assiste à une stagnation du produit de la DGF et à une chute des

⊅ Le Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) :

fiscalité propre, un fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales. A compter de 2012, il est créé à destination des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

Les ressources de ce fonds sont fixées à 150 millions d'euros en 2012, 360 millions en 2013, 570 millions en 2014 et 780 millions

fiscalité propre A compter de 2016, les ressources du fonds sont fixées à 2 % des recettes fiscales des communes et de leurs groupements à

L'alimentation du FPIC :

supérieur à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant de leur groupe démographique Sont contributeurs les communes isolées et les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par habitant est

potentiel financier agrégé moyen par habitant du groupe démographique. Le prélèvement est réparti en fonction de l'écart entre le potentiel financier agrégé par habitant de l'ensemble intercommunal et le

produits qu'ils ont perçus chacun. Toutefois, les modalités de répartition interne de ce prélèvement peuvent être fixées librement par délibération du conseil communautaire (à l'unanimité). Le prélèvement calculé pour chaque ensemble intercommunal est réparti entre l'EPCI et ses communes membres au prorata des

La répartition des ressources du FPIC :

Un indice synthétique sera mis en place prenant en considération le potentiel financier agrégé et le revenu imposable de l'ensemble intercommunal

FPIC reçu = Indice synthétique X Population DGF X Valeur du point.

Suite à la redistribution des ressources fiscales, le mode de calcul du potentiel financier a changé et l'évaluation du FPIC sera faite à l'automne.

II - B - La composition du budget 2012 :

Au-delà de son seul rôle de programmation budgétaire annuel, le Débat d'Orientation Budgétaire est un outil de prospective qui, cette année, se déroule dans un environnement économique et financier contraint et incertain.

transferts de l'Etat aux collectivités sera en diminution de 2% ce qui ne peut qu'entraîner une dégradation des marges financières La mesure phare, c'est-à-dire le gel en valeur des dotations de l'Etat aux collectivités jusqu'en 2014, ayant était largement annoncé préalablement est simplement confirmé ce jour. Il n'en demeure pas moins que compte tenu de l'inflation, le montant total réel des des collectivités.

Rappelons ici que les collectivités locales financent 70% des investissements publics et sont un des acteurs majeurs pour le Il convient de préciser que des incertitudes demeurent quant à l'accès aux crédits pour les collectivités locales pour 2012. secteur du BTP.

Dans ce contexte, la rigueur de gestion imposée depuis plusieurs années nous permet de réaliser des projets communaux tout en maîtrisant une évolution raisonnable de la pression fiscale.

Les grandes variables du budget de fonctionnement pour 2012

Les dépenses de fonctionnement

En matière de charges de personnel :

L'objectif est de continuer à maîtriser l'évolution de la masse salariale en 2012 (+1.26% par rapport à 2011) en ne créant aucun poste permanent supplémentaire, et pour ceux devenant vacants ils seront examinés attentivement afin de rationaliser et d'optimiser l'activité des services tout en maintenant un service public de qualité.

En matière de charges courantes :

strictement encadree Dans la continuité des efforts entrepris ces dernières années, la hausse des charges à caractère général est limitée à 3% et

entre le BP 2011 et le BP prévisionnel 2012 (+ 70 000 €). L'augmentation très importante constatée sur le tarif des fluides en matière énergétique se traduit par une augmentation de 15%

tissu associatif, très dynamique sur la commune. Ainsi, le montant de l'enveloppe globale hors subventions exceptionnelles sera reconduit. Les subventions aux associations qui seront proposées au Budget Primitif en 2012 permettront de maintenir le soutien actif au

Les principaux investissements

réduites, il apparaît nécessaire de poursuivre nos projets. Même si le contexte impose rigueur et vigilance tant les perspectives économiques sont incertaines et les marges de manœuvre

Ainsi pour 2012 et les exercices suivants, les projets structurants pour l'avenir de Moissac seront la priorité

En matière de développement économique et touristique :

- Poursuite de l'aménagement de la zone économique et artisanale de la zone du Luc
- Aménagement du périmètre abbatial avec le Patus

En matière d'amélioration du cadre de vie des Moissagais :

- Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)
- Des travaux de réfection de voirie, d'éclairage et d'aménagements des espaces publics
- Réfection de l'Ecole de la Mégère
- Signalétique
- Réfection du sol du COSEC
- Travaux d'isolation sur bâtiments publics
- Etude et commencement des travaux de l'usine de l'eau (budget annexe)
- Etude d'augmentation de le capacité d'accueil de la petite enfance

En matière sociale :

- Réalisation de la Maison de l'emploi et de la Solidarité
- Mise en œuvre d'un service de transport collectif urbain

K & 4 . .

 $(\Delta f)_{ij}^{\alpha} = (\psi_{ij})$